

Crise agricole dans le Gers : l'urgence d'une sortie de crise sans délai Tribune des élus du Gers

Depuis plusieurs jours, le Gers est le théâtre d'une crise agricole d'une ampleur inédite. Bien qu'aucun cas de DNC n'ait été détecté dans le département, la menace sanitaire a intensifié la mobilisation.

Les blocages se sont multipliés sur l'ensemble du département. Aujourd'hui, la rocade d'Auch est entièrement coupée depuis plus de 15 jours. Cette situation place des milliers de citoyens dans une impasse quotidienne : salariés se déplaçant avec difficultés, familles désorganisées, services perturbés. Les commerçants, eux aussi, subissent de plein fouet les conséquences en cette période de fêtes.

Quelle que soit la légitimité des revendications, les Gersois ne peuvent pas subir les conséquences de cette paralysie.

Sur le terrain, la tension est palpable. Les forces de l'ordre, mobilisées jours et nuits depuis des semaines, sont épuisées par la répétition des actions et la gestion permanente de situations à haut risque. Les agents des collectivités, eux aussi, sont à bout, œuvrant sans relâche au nettoyage des détritus et à la sécurisation des espaces publics, dans des conditions de plus en plus difficiles.

Malgré les échanges avec le Gouvernement et la ministre de l'Agriculture, malgré l'accélération de la vaccination, saluée par tous, pour protéger l'ensemble du cheptel gersois, la situation demeure alarmante. La détresse des agriculteurs est réelle, profonde, ancienne. Leur mobilisation n'est ni un caprice ni une provocation : elle est un cri d'alarme pour une réforme structurelle de notre modèle agricole.

Dans ce contexte, la perspective d'une signature de l'accord avec le Mercosur accentue les tensions et les inquiétudes. La position de la France est claire et ferme : cet accord, en l'état, n'est pas acceptable, il fragiliserait davantage nos agriculteurs en les plaçant en concurrence avec des productions qui ne respectent pas nos exigences. L'État doit tenir ses engagements et rester aux côtés des agriculteurs.

Nous le disons avec gravité et responsabilité : cette situation ne peut plus durer. Il est impératif d'y mettre un terme avant qu'un drame ne survienne, et nous condamnons toute forme de violence, de dégradations des biens publics ou de pression exercée sur la presse.

Pour les citoyens pris au piège d'un conflit qui s'enlise. Pour les forces de l'ordre, sous pression constante. Pour les agriculteurs eux-mêmes, dont la colère pourrait basculer.

Le Gouvernement doit agir plus encore, écouter et s'adapter : maintenir un dialogue sincère, accélérer la vaccination, apporter des réponses immédiates et visibles, et engager des mesures structurelles à la hauteur des enjeux agricoles.

Sortir de la crise est encore possible. Mais le temps presse.

Pour les citoyens. Pour les forces de l'ordre. Pour les agriculteurs.

Signataires

Philippe DUPOUY, Président du Département du Gers

Muriel ABADIE, Vice-Présidente de la Région Occitanie et Maire de Pujaudran

David TAUPIAC, Député du Gers

Jean-René CAZENEUVE, Député du Gers

Alain DUFFOURG, Sénateur du Gers

Franck MONTAUGÉ, Sénateur du Gers